



Pour la défense d'un service public de qualité à la DGFIP

PLAN DARMANIN
Destruction des
Finances Publiques

c'est NON !
RETRAIT IMMÉDIAT

Le service public « c'est la seule richesse de ceux qui n'en n'ont pas »

La CGT Finances publiques invite l'ensemble des agents
à être dans la lutte pour dire **NON**



NON à la nouvelle organisation territoriale des services voulue par DARMANIN. Vendue par des directeurs locaux zélés, avec l'aide de technocrates de BERCY spécialement parachutés pour faire passer le discours, un véritable MENSONGE D'ETAT, avec des opérations de communication et d'enfumage, auprès des élus, des citoyens, des agents qui ne sont pas dupes.

NON à la fin du numéraire à la DGFIP « zéro CASH » et **NON** au paiement des impôts chez les buralistes- Française Des Jeux, véritable privatisation du recouvrement du budget de l'État et fin de la discrétion professionnelle et de l'étude personnalisée des dossiers des difficultés de paiement.

NON à l'accueil sur rendez vous uniquement possible via internet qui empêche le professionnel ou le citoyen d'avoir une véritable information en temps réel. Dans le même temps, des services des impôts des professionnels et des services des impôts des particuliers seront fermés et ne pourront plus accueillir les publics.



NON aux projets de fermeture de l'ensemble des trésoreries de plein exercice mettant fin au contact au plus proche du terrain pour les acteurs locaux, les citoyens.

NON à l'organisation des nouveaux conseillers des collectivités locales créant les conditions de la fin de la séparation ordonnateur-comptable.

NON à un service d'accueil low-cost avec des animateurs polyvalents, qui ne seront pas des agents des finances, dans des points de contact (Maison Service aux Publics, Maison France Service, SA La Poste, mairies) non pérennes matériellement et financièrement pour les collectivités locales.

NON aux suppressions d'emplois à la DGFIP, cible particulière de DARMANIN avec plus de 50 % des 15 000 postes supprimés dans les services de l'État.

NON au plan de licenciement prévu à la DGFIP.

NON aux 70 000 suppressions d'agents territoriaux confirmées dans les collectivités locales.



NON à l'industrialisation des tâches dans des futures « usines fiscales » sur un nombre restreint de sites, des « boîtes noires » ou « back-office » déshumanisantes et dévalorisantes professionnellement, mettant fin à la technicité si particulière de l'analyse de la législation fiscale et la qualité de l'accueil des agents de la DGFIP reconnue par l'ensemble des acteurs économiques et la population.

NON à la réforme de la fonction publique, à la casse du statut des fonctionnaires, à la réforme des retraites, au gel des salaires et du point d'indice, etc..... Éléments garantissant pour tous un service public de qualité, indépendant, non soumis au capitalisme et la recherche du profit de la marchandisation.



NON à l'absence de transparence des directions locales dans la gestion des projets concernant tous les agents, créant un climat anxiogène pour tous les grades et tous les métiers. Le comportement de la DGFIP ne doit pas être le terreau d'un nouveau syndrome « France Télécom ».

LE 16 SEPTEMBRE 2019

**TOUS en grève pour gagner le retrait du plan Darmanin de
déconcentration de proximité, pour un véritable service public
des finances publiques pour tous et sur tout le territoire.**